



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN MSE CHAMP DELCOURT

115 avenue de Saxe
Lyon 03
69003 Lyon

Références : 2024-E10102
Code AIOT : 0005107475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN MSE CHAMP DELCOURT implanté PARC EOLIEN Le Saint-Esprit - Sole d'Argicourt 80320 Licourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN MSE CHAMP DELCOURT
- PARC EOLIEN Le Saint-Esprit - Sole d'Argicourt 80320 Licourt
- Code AIOT : 0005107475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE GREEN est l'exploitant du Parc éolien MSE CHAMP DELCOURT, composé de 9 aérogénérateurs (Vestas V90 P2 HH80) d'une hauteur en bout de pale de 125 mètres, d'une puissance unitaire maximale de 2 MW et est situé sur les communes de Licourt, Morchain et Saint-Christ-Briost.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 29/12/2022, article /	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire encadrant un plan d'arrêt des machines est présenté en pièce-jointe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 29/12/2022, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Extrait KBIS
Prescription contrôlée : Certificat d'antériorité du 29/12/2022 : donner acte à la société « MSE Champ Delcourt »
Constats : L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société MSE CHAMP DELCOURT daté du 27/05/2024. La dénomination de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social sont identiques à celles figurant sur le certificat d'antériorité susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement de la société ALTRADIUS du 01/04/2022 a été présenté, il fixe un montant de garanties financières de 524 943 euros. Sa date de fin de validité est le 01/03/2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Le parc a été mis en service en avril 2022, il n'y a donc pas encore eu de réactualisation des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles

doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant a transmis un suivi environnemental établi par la société "SYNERGIS ENVIRONNEMENT" le 20 juin 2024.

Ce rapport conclut à :

Le suivi de mortalité du parc a été réalisé sur les 9 éoliennes du parc entre les semaines 20 et 43 à raison d'un passage par semaine. En parallèle de celui-ci, un suivi d'activité de l'avifaune du 23/02/2023 au 16/01/2024 a été effectué sur l'ensemble du parc, ainsi qu'un suivi de l'activité des chiroptères du 15/05 au 15/11/2023 sur les éoliennes E4, E7 et E9.

Le suivi de mortalité 2023 a permis la découverte de 3 cadavres d'oiseaux et de 4 cadavres de chiroptères. La mortalité supposée pour le parc entier est de l'ordre de 51 individus pour l'avifaune et de 51 individus pour les chiroptères.

A partir de ces résultats, des paramètres de bridage ont été recommandés. Un bridage les mois d'août et septembre pour les éoliennes E1 à E8 et de juillet à septembre pour l'éolienne E9 ce qui couvrirait 90% de l'activité des chiroptères sur l'ensemble du parc.

Le suivi environnemental de 2024 permettra d'évaluer ces mesures de bridage.

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à Monsieur le Préfet de la Somme afin d'encadrer les mesures de bridage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Manuel d'entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Le manuel d'entretien général VESTAS a été présenté, il est rédigé en anglais. Cependant, le protocole de maintenance général et les fiches d'interventions ont été rédigés en français par le groupe ENGIE. Le registre des opérations de maintenance sous format informatique (GMAO) a été présenté.

L'exploitant présente sous sa supervision "DARWIN" un visuel sur l'ouverture/fermeture des portes des éoliennes de ses différents parcs. On peut constater que les portes des éoliennes du parc MSE CHAMP DELCOURT sont bien fermées.

<p>L'exploitant indique que la maintenance chez ENGIE est soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • internalisée; • hybride (contrat de maintenance préventive par un prestataire externe mais maintenance curative à la demande); • fullscope (contrat de maintenance externe (vestas, enercon..)). <p>Le parc MSE CHAMP DELCOURT est en maintenance fullscope.</p> <p>Tous les 2 ans, un arrêt réseau (déconnexion totale) est réalisé pour nettoyer et resserrer l'ensemble du parc, en plus des maintenances réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de faire remonter au groupe VESTAS que le manuel d'entretien général doit être rédigé en français afin de se conformer à la réglementation applicable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté que chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât E6 (243518) et E8 (243520). Il a été constaté également la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes et sur le poste de livraison indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde face au risque de chute de glace.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26		
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores		
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
<p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>		
Constats : L'étude des mesures acoustiques a été réalisée du 12/01/2023 au 13/02/2023. Le rapport a été réalisé par la société GANTHA (RÉFÉRENCE : 2022-463-003-RA-v3) daté du 30/08/2023. Le rapport conclut : <ul style="list-style-type: none"> • Les niveaux sonores admissibles, 70 dB(A) en période diurne et 60 dB(A) en période nocturne, sont respectés en limite de propriété quelles que soient les conditions de fonctionnement du parc ; • Les tonalités marquées ont été évaluées en tous points de mesure au voisinage et, dans le cadre de cette étude, aucun dépassement du temps limite d'apparition de tonalité marquée n'a été détecté. 		

Type de suites proposées : Sans suite
